



**Appel à contributions:**

## **Partenariats sociaux et intégration régionale**

**Congrès international 2021 du Consortium pour la recherche comparative sur l'intégration régionale et la cohésion sociale-élévation social (RISC-RISE)**

**29-30 novembre 2021**

**Esch-sur-Alzette (campus Belval), Luxembourg**

**Organisée par l'Université du Luxembourg, le Luxembourg Institute of Socio Economic Research et le Department of Politics and International Relations, University of Johannesburg**

Le Consortium RISC-RISE lance un appel à contributions pour sa conférence qui se déroulera les 29 et 30 novembre 2021. L'objectif de l'événement est d'examiner comment les partenariats sociaux transnationaux sont établis afin de résoudre les problèmes ou de promouvoir la durabilité au-delà des frontières nationales, au sein d'une région ou encore entre différentes régions. Par exemple, la « Grande Région » autour du Luxembourg rassemble diverses associations et institutions publiques pour aborder des questions liées à la mobilité, aux marchés du travail transfrontaliers, aux enjeux environnementaux, etc. Cet appel à communications porte son attention sur des partenariats transnationaux menés par des citoyens, par la société civile, par des syndicats, par des entreprises ou par des institutions publiques, ayant pour but de résoudre des problèmes par leur coopération (c'est-à-dire la gestion des ressources naturelles partagées, l'atténuation du changement climatique, la criminalité, etc.), mais ayant pour but aussi d'assurer la promotion de la durabilité ou l'amélioration de la qualité de la démocratie.

**Format du congrès:** En raison de la situation sanitaire, la conférence se tiendra sous une forme hybride avec des présentations en présentiel et d'autres à distance. La conférence comprendra des panels organisés par les groupes de travail du consortium RISC-RISE (4 orateurs par panel) ainsi que des interventions d'orateurs invités.

**Propositions d'articles:** La date limite de soumission des propositions d'articles est fixée au 20 mai 2021. Toutes les propositions comprendront 1) le titre de l'article proposé, 2) le (s) nom (s) de l'auteur et les coordonnées, 3) l'affiliation(s) de l'auteur et le(s) poste(s) occupé(s), 3) un résumé de 100 à 200 mots et 4) le nom du panel pour lequel l'article est proposé. Le tout doit être soumis par courriel à l'adresse [riscrise2021@gmail.com](mailto:riscrise2021@gmail.com). Les propositions incomplètes ne seront pas prises en considération. Tous les articles présentés à la conférence peuvent être soumis pour publication dans la revue à comité de lecture du Consortium RISC-RISE « *Regions & Cohesion* » (Berghahn Journals). Le Consortium RISC-RISE valorise les propositions des chercheurs en début de carrière qui peuvent être combinées avec la participation à l'école doctorale / postdoctorale du Consortium sur le thème « intégration régionale et cohésion sociale » qui se tiendra du 1er au 3 décembre 2021 en relation avec la conférence.

**Un comité indépendant sélectionnera l'article auquel sera attribué le « Prix Robert V.H. Dover du meilleur article de la conférence » ; il sera annoncé lors du congrès.**



**Coûts du congrès:** Le Consortium RISC fournit l'hébergement et plusieurs repas de la conférence aux participants affiliés aux instituts membres du Consortium et aux membres individuels. Les participants non affiliés doivent payer leur propre logement ainsi que des frais d'inscription à la conférence de 100 euros. Les voyages internationaux et les visas sont à la charge des participants du congrès.

**Panel I: Réinventer la coopération et le partenariat environnementaux dans les contextes frontaliers: défis et opportunités des acteurs face aux nouveaux assemblages**

**Groupe de travail: Gestion des ressources stratégiques, environnement et société**

**Coordonnateurs: Dr Carmen Maganda (INECOL, Mexique) et Dr Edith Kauffer (CIESAS Sureste, Mexique)**

La fluidité de l'environnement facilite le développement de dynamiques indépendamment des frontières établies par les États-nations et leurs sous-divisions administratives : l'eau coule d'un pays à l'autre, les forêts et les jungles présentent des continuités transfrontalières, la faune se déplace d'un territoire national à un autre. L'insistance en faveur de leur coexistence harmonique a provoqué des tensions transfrontalières et des défis diplomatiques à travers l'histoire. Dans certains contextes, les souverainetés limitent et empêchent les coopérations environnementales -par exemple lorsque la frontière ne permet pas de décréter des aires naturelles protégées partagées- alors que dans d'autres, les acteurs réussissent à établir des accords et des schémas de coopération, qui sont parfois *sui generis*. Ces situations sont alimentées par les cadres juridiques nationaux et internationaux et les relations entre pays et se transforment au gré des conjonctures politiques, sociales et environnementales. A partir de ce constat, naît la pertinence d'insister sur la génération, la promotion et le renforcement d'actions centrées sur des coopérations hautement proactives entre régions et pays en vue de la protection, de la préservation et la gestion transfrontalière des ressources naturelles.

Les organisatrices de ce panel invitent à des communications qui évoquent des études de cas autour de schémas de coopération et de partenariat en matière environnementale et de ressources naturelles dans des contextes frontaliers mettant en évidence leurs défis mais surtout, leurs opportunités.

**Panel II: Mettre l'accent sur trois « P » dans la CPD: Partenariats politiques pour la cohérence participative des politiques publiques du développement**

**Groupe de travail: Développement, équité et cohérence des politiques publiques**

**Coordonnateurs: Dr. Lauri Siitonen (University of Helsinki, Finlande) et Dr. Harlan Koff (Université du Luxembourg)**

La cohérence des politiques pour le développement (CPD) est devenue un pilier central de la coopération mondiale au développement depuis sa proposition initiale par l'Organisation de coopération et de développement économiques en Europe (OCDE) et par l'Union européenne au début des années 1990. Néanmoins, malgré l'inclusion de la CPD dans l'Objectif de développement durable numéro 17 « Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable », cette approche politique est restée fortement institutionnalisée et impulsée par les donateurs. Ce panel accueille les propositions d'articles axés sur la « cohérence des politiques participatives pour le développement » visant à l'établissement de partenariats efficaces entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans le cadre des approches CPD. Les contributions conceptuelles et empiriques sont les bienvenues. Les articles sélectionnés seront pris en considération en vue d'une publication dans un numéro spécial de CPD participatif et les auteurs seront invités à collaborer avec la plateforme de connaissances RISC-RISE sur la cohérence participative des politiques pour le développement.



**Panel III: Faire face aux crises humanitaires parmi les communautés autochtones et locales grâce à des partenariats sociaux transfrontaliers**

**Groupe de travail: Société civile, populations vulnérables et politiques nationales de santé et de bien-être**

**Coordonnateurs: Dr Claudia Puerta Silva (Universidad de Antioquia, Colombie) et Dr Catherine Alès (EHESS, Paris, France)**

Dans un article récent, publié dans « *Regions & Cohesion* » (Berghahn Journal: Winter 2020), un réseau de chefs de communautés ethniques, d'activistes sociaux et d'universitaires a analysé l'impact du COVID-19 sur les Wayuu qui vivent de l'autre côté de la frontière Colombie-Venezuela en tant que « crise des crises ». Cet article traitait des crises humanitaires qui se chevauchent et menacent la santé, la sécurité alimentaire, le bien-être économique, l'accès aux ressources naturelles, l'autonomie territoriale et les modes de vie culturels. La pandémie de COVID-19 a gravement touché les communautés autochtones et locales, comme les Wayuu, à travers le monde, car elle a mis en lumière les vulnérabilités créées par des inégalités de pouvoir durables. Ce panel appelle à des contributions sur les vulnérabilités socio-écologiques parmi les populations autochtones et autres populations locales qui discutent de la manière dont les partenariats sociaux transfrontaliers / régionaux peuvent résoudre ces situations. Les articles axés sur les situations liées au COVID-19, les populations frontalières et la recherche comparative sont particulièrement bienvenus.

**Panel IV: Réponses aux changements climatiques et aux catastrophes environnementales par le biais de partenariats sociaux**

**Groupe de travail: La construction sociale des risques et des désastres**

**Coordonnateur: Dr Sandra Häbel (Fellow RISC-RISE)**

Les catastrophes résultant du changement climatique sont nombreuses. Le détachement d'un glacier dans le nord de l'Inde n'est que l'un des exemples les plus récents de la façon dont le changement climatique affecte les vies humaines, mais aussi endommage gravement l'environnement. Ce panel examine la relation entre le changement climatique, les catastrophes environnementales et la société en abordant les partenariats sociaux à différents niveaux de gouvernance, leurs efforts pour atténuer le changement climatique et leurs réponses aux catastrophes induites par le changement climatique. Dans ce contexte, nous encourageons particulièrement les propositions d'articles sur des sujets tels que l'engagement de la société civile, le rôle des organisations régionales ou la cohérence des politiques pour le développement.

**Panel V: Initiatives transnationales de la société civile contre la criminalité**

**Groupe de travail: Conflit, sécurité des citoyens et violence**

**Coordonnateur: Dr Juan Carlos Velez Rendon (Universidad de Antioquia, Colombie)**

Parmi les caractéristiques de la criminalité organisée figurent la capacité de celle-ci à adapter et à étendre ses réseaux d'action au-delà des frontières, ainsi que son fort impact sur les dommages causés aux personnes et aux groupes sociaux particulièrement vulnérables. Le contraire se produit avec l'État à ses différentes échelles, qui réagit assez souvent de manière lente et non coordonnée pour lutter contre la criminalité et aider les populations touchées par celle-ci. Face à cette situation, la société civile a dû entreprendre différentes initiatives pour tenter de contrer les effets du crime organisé sur la société, en



créant des organisations, des plateformes, des programmes et des actions urgentes pour protéger les victimes et les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants, les migrants, entre autres. Ce groupe de travail est en demande de propositions faisant référence aux initiatives et programmes des organisations de la société civile, nationales ou transnationales, pour lutter contre la criminalité transfrontalière organisée. Les sujets incluent, mais sans s'y limiter, l'évaluation de la portée et des limites des objectifs du programme proposé, l'analyse de la composition et du financement, le renforcement des capacités visant à atteindre définitivement les objectifs du programme, l'incidence dans la conception des politiques publiques et l'analyse du contenu et de la forme de coopération de la société civile avec les autorités centrales ou locales pour une gouvernance efficace contre la criminalité.

### **Panel VI: Liberté et égalité: Partenariat pour promouvoir une démocratie de bonne qualité**

**Groupe de travail: La qualité de la démocratie**

**Coordonnateur: Dr Vicky Graham (University of Johannesburg, Afrique du Sud)**

La liberté et l'égalité, exprimées à travers les droits civils, politiques et socio-économiques, sont des questions fondamentales dans les démocraties du monde entier, en particulier dans les États en développement où la recherche d'une liberté et d'une égalité substantielles est complexe. Alors que de nombreux États reconnaissent leur responsabilité envers leur propre peuple à cet égard, étayée par la ratification de chartes régionales et internationales à cet effet et inscrites dans la loi et leurs constitutions, de nombreux gouvernements ne respectent pas ces engagements dans la pratique. Que ce soit en raison d'une prestation de services inadéquate, d'un manque réel de capacité pour une allocation efficace des ressources, d'un comportement contraire à l'éthique ou de la corruption, les gouvernements sont souvent à la traîne. C'est là que la société civile comble le fossé, offrant souvent des services essentiels pour répondre aux besoins de la société et agissant en tant qu'agent de changement. Il est largement admis que le fonctionnement efficace des démocraties dépend dans une large mesure d'un groupe de citoyens ou d'une société civile attentifs et actifs. Ce panel accueillera des articles portant sur le rôle de la société civile dans la promotion d'une démocratie de bonne qualité et d'une bonne gouvernance, soit par le biais de partenariats avec les gouvernements, soit par des efforts pour rendre les gouvernements responsables.

### **Panel VII: Petits États insulaires en développement (PEID) et partenariats durables**

**Groupe de travail: Relations internationales**

**Coordonnateur: Dr Suzy Graham (University of Johannesburg, Afrique du Sud)**

La troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (Conférence des PEID) s'est tenue du 1er au 4 septembre 2014 à Apia (Samoa) sous le thème général « Le développement durable des petits États insulaires en développement grâce à des partenariats authentiques et durables ». La conférence a abouti à un document final intergouvernemental - The SAMOA Pathway - et à l'annonce de 300 partenariats multipartites consacrés au développement durable des PEID. L'un des principaux résultats de la Conférence sur les PEID a été l'établissement d'un cadre de partenariat pour les PEID, conçu pour suivre les progrès des PEID et stimuler le lancement de nouveaux partenariats authentiques et durables pour le développement durable des PEID » (Nations Unies, 2019). Une étude récente (Nations Unies, 2019) a révélé que « les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile participent largement à des partenariats dans toutes les régions, mais en dirigent très peu. Les ONG et la société civile ont la plus forte participation (16%) dans les partenariats de la région du Pacifique. En outre, la participation du secteur privé et du monde universitaire est généralement inférieure à celle d'autres types d'entités ».



Ce groupe de travail souhaiterait recevoir des propositions examinant l'état et les tendances des partenariats pour les petits États insulaires en développement (PEID) dans n'importe quelle région du monde. Comment ces partenariats ont-ils abordé les domaines prioritaires de la « SAMOA Pathway » ? Y a-t-il des domaines sous-représentés de la « SAMOA Pathway » qui pourraient devoir être traités plus avant par des partenariats ? À quels défis les partenariats ont-ils été confrontés ? Quel rôle, le cas échéant, la société civile joue-t-elle dans la direction de ces partenariats ?

**Panel VIII: Convergences spatiales et sociales dans les régions frontalières à travers l'engagement citoyen**

**Panel parrainé par le « Migration and Inclusive Societies Research Group », Université du Luxembourg**

**Coordonnateurs: Dr Christian Wille (Université du Luxembourg) et Dr Koku Gnatuloma Nonoa (Université du Luxembourg)**

Les régions frontalières sont caractérisées par des difficultés à mettre en place des développements concertés des deux côtés d'une frontière. De tels processus visant à la convergence spatiale et sociale impliquent une variété d'acteurs institutionnels du niveau local au niveau supranational. Cependant, dans les efforts visant à surmonter ces difficultés transfrontalières, une participation citoyenne croissante ainsi qu'un engagement citoyen croissant peuvent être observés. Le panel porte son attention sur la coopération transfrontalière dans les régions frontalières qui se concentrent sur les discontinuités spatiales et / ou sociales et implique des membres de la société civile. Les présentations empiriques ou conceptuelles peuvent aborder les conditions favorables et défavorables aux partenariats sociaux et les questions de gouvernance participative, de dynamique de coopération, etc. Les propositions des sciences sociales et des études culturelles sont les bienvenues, ainsi que l'analyse diachronique et synchronique.

**Comité scientifique de la conférence:** Dr Franz Clément (LISER), Dr Harlan Koff (Université du Luxembourg), Dr Suzanne Graham (Université de Johannesburg), Dr Victoria Graham (Université de Johannesburg)